

FLN : BELKHADEM REFUSE DE CONVOQUER LE COMITÉ CENTRAL

Les contestataires saisissent officiellement Bouteflika

A moins de dix jours du lancement officiel de la campagne électorale pour les législatives du 10 mai prochain, le Front de libération nationale sombre dans une crise sans précédent. Plus de 220 membres du comité central réclament un retrait de confiance à Abdelaziz Belkhadem lequel, de son côté, refuse clairement toute éventualité de convoquer une session extraordinaire du CC avant les élections.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Jeudi dernier, Belkhadem réunissait d'ailleurs les candidats têtes de liste du FLN ainsi que les mouhafedhs du parti à l'hôtel Mouflon d'Or, à Alger.

Une rencontre qui a eu lieu dans une sorte de «demi-huis clos» où, pour la première fois depuis octobre 1988, l'ex-parti unique n'a convié que certains médias, la direction ayant signifié, la veille, aux autres organes de presse qu'il s'agissait d'une activité interne qui se tiendrait donc à huis clos.

Toujours est-il, à l'occasion, Abdelaziz Belkhadem, imperturbable, répètera qu'il n'y aura aucune réunion du comité central avant les élections et qu'il était confiant quant à la victoire de l'actuel parti majoritaire. Ce à quoi ses contesta-

taires ne tarderont pas à répliquer. C'est ainsi qu'hier vendredi, ils ont saisi officiellement Abdelaziz Bouteflika «en sa qualité de président du parti», avons-nous appris de source crédible.

Dans cette correspondance, accompagnée des signatures de tous les membres du comité central signataires de la pétition contre Belkhadem, les contestataires demandent ouvertement à Bouteflika d'intervenir pour obliger Belkhadem à convoquer une session extraordinaire et, partant, son départ du poste de SG avant les élections.

Jamais, depuis qu'il est officiellement président du FLN à partir du congrès de février 2005, Bouteflika n'a été interpellé aussi formellement par des membres du parti.



Belkhadem de plus en plus isolé.

Publiquement, il ne s'est manifesté en tant que «membre» du FLN qu'une seule fois : à la clôture du fameux congrès de 2005 ou à travers une lettre envoyée aux congressistes et lue par son conseiller à l'époque et actuel secrétaire général de la présidence,

Okbi Hebba, il exprimait ses «remerciements pour cet honneur» de lui attribuer le poste de président du parti qu'il n'a pas refusé, du reste. Dans les statuts du parti, il est expressément écrit en fait que «le président de la République est le président du parti». Pour autant,

Bouteflika va-t-il réagir et intervenir dans la crise du FLN comme le lui demandent ces membres du comité central ? «Il est exclu que le président intervienne dans cette affaire ni toute autre affaire concernant un parti politique», nous répond une source proche de la présidence. Du moins pas publiquement. «Je ne crois pas que l'on puisse procéder à un changement à la tête du FLN avant les élections», nous explique encore notre source.

Le pouvoir, qui mise tout sur le FLN et le RND lors des prochaines élections pour ne pas avoir affaire à une majorité islamiste, ne peut, par contre, pas laisser les choses en l'état, notamment lors de la campagne électorale.

Avec la forte contestation qui frappe la base du FLN un peu partout à travers le pays depuis l'annonce par Belkhadem des listes de candidatures du parti, il est certain qu'une décision sera prise, d'une manière ou d'une autre, fort probablement par Bouteflika d'ailleurs pour éviter des dérapages sur le terrain et éviter une débâcle pour le FLN, le pire des scénarios pour le pouvoir lui-même...

K. A.

LE CHIFFRE A ÉTÉ RÉVÉLÉ

PAR GHOULAMALLAH

96 imams égorgés par le terrorisme

Les terroristes ont égorgé durant la décennie noire 96 imams. Ils ont également agressé, blessé et chassé de leurs mosquées plus de 120 autres, tel est le bilan révélé jeudi dernier à Annaba par le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Bouabdallah Ghoulamallah.

«Ceux qui appellent à l'application de la charia ne le font que pour arriver au pouvoir et s'y maintenir. Ils sont très loin des préoccupations des citoyens tout comme des véritables préceptes de la religion musulmane. Celle-ci est chez elle en Algérie depuis quatorze siècles. Elle n'a pas besoin des apprentis sorciers et autres hypocrites qui déforment son contenu, ne retenant que ce qui les arrange», s'élève le ministre à l'ouverture des travaux de cette journée. C'était lors de la rencontre d'étude sur «la citoyenneté positive dans le Coran et la souna» tenue à l'hôtel Sabri, en présence du wali de Annaba et de quelque 150 imams et hommes de religion dont une vingtaine de morchidates venus de plusieurs régions du pays.

L'essentiel de cette rencontre marquée par quatre conférences était axé sur le rôle de la mosquée dans la sensibilisation des citoyens pour une participation aux prochaines élections législatives. Les exégèses relatives à la citoyenneté positive ont été abordées par des docteurs et autres universitaires spécialisés dans les textes du saint Coran et de la souna. «Dans la religion musulmane, le bon citoyen est celui qui aime son pays, le défend contre toute agression étrangère et apporte sa contribution dans son développement et sa prospérité. En un mot, l'amour de la patrie en Islam est un acte de foi», dira un conférencier de Tizi Ouzou.

Revenant sur le sacrifice des 96 imams assassinés pour leur opposition aux discours fanatiques appelant à la violence contre des musulmans et autres méfaits en totale contradiction avec la religion musulmane des sanguinaires ignorants, un conférencier a souhaité qu'un hommage leur soit rendu annuellement à travers l'institution d'une «journée de l'imam».

Huit recommandations ont été retenues à l'issue de cette journée d'étude par les participants. Elles appellent dans leur ensemble à une sensibilisation des citoyens pour une participation aux élections ainsi que de veiller sur la nécessité d'un scrutin honnête et transparent.

A. Bouacha

INSCRIPTION DES MILITAIRES SUR LES LISTES ÉLECTORALES

Louisa Hanoune n'en démord pas

Louisa Hanoune n'en démord pas : elle continue de dénoncer la double inscription des militaires sur les listes électorales. La numéro un du PT est formelle : cette manœuvre a déjà été utilisée par le passé et a bénéficié au FLN.

Nawal Imès - Alger (Le Soir)

- Revenant à la charge hier, Hanoune a révélé que des personnes proches du FLN lui ont certifié que le plus ancien parti avait en 2002 réussi à s'adjuger 50 sièges grâce à la double inscription des militaires.

Pour les échéances à venir, Hanoune se demande qui tirera profit de cette violation des dispositions de la loi. Une question, dit-elle «fondamentale» au regard des difficultés de vérifier les listes électorales.

La numéro un du PT, qualifiant d'archaïque la méthode utilisée par l'administration, estime qu'il faut sortir de «l'impasse»

entre la Cnisel et le ministère de l'Intérieur. Ce dernier doit, selon Hanoune, apporter la preuve de sa bonne volonté en traitant de la même manière les membres de la Cnisel et les observateurs internationaux.

Des observateurs dont la présence n'est pas pour rassurer Hanoune, particulièrement inquiète au sujet des représentants du NDI. En dépit de ces inquiétudes, le PT se prépare à entamer une campagne que Hanoune prédit médiocre.

«Une cacophonie» dans laquelle le plagiat risque de s'ériger en norme en raison, notamment, de «nébuleuses» réunies le

temps d'une élection autour d'intérêts difficilement dissimulables. Les candidats du PT ont reçu les directives en vue de cette campagne. Hanoune, profitant de la tenue d'une réunion du bureau politique, a dévoilé une partie des axes essentiels du programme du parti.

La campagne sera axée sur la nouvelle Constitution qui devra, selon le PT, consacrer une rupture avec le système du parti unique, avec la dualité en matière de stratégie économique et avec les contre-réformes dans différents secteurs. Les candidats du PT devront également s'intéresser davantage au sud du pays.

Une région qui fait face à plusieurs défis mais qui a de tout temps été marginalisée. Même en matière de campagne électorale, le sud du pays est lésé puisque les trois semaines de campagne ne suffisent pas à couvrir le terri-

toire. Même les meetings ne peuvent s'y tenir avant 19 heures en raison de la canicule.

La secrétaire générale du PT espère d'ailleurs que la Cnisel se penche sur cette question pour assurer une plus grande équité. Le PT a, cependant, une satisfaction : les listes du parti n'ont pas été rejetées.

Le cas d'une journaliste sur la liste d'Alger ayant dans un premier temps été objet de litige a fini par être réglé. La justice a finalement donné raison au parti après que l'administration eut rejeté la candidature de la journaliste en question car cette dernière avait été condamnée pour délit de presse.

«Une aberration», dit Hanoune qui s'étonne que l'administration ne fasse pas la distinction entre droit commun et délit de presse.

N. I.

ORAN : SG DU MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR

ET DES COLLECTIVITÉS LOCALES :

«La neutralité et l'intégrité de l'administration pour répondre aux critiques»

Lors d'un colloque régional sur la préparation des élections législatives, qui a regroupé, ce jeudi, des responsables administratifs de 14 wilayas de l'ouest et du sud-ouest du pays au niveau du siège de la wilaya d'Oran, le secrétaire général du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, Abdelkader Ouali, a déclaré que les prochaines élections législatives consacreront la victoire de la démocratie en Algérie.

Tout en rappelant à l'administration son rôle de neutralité et en traitant toutes les parties de manière équitable, il insistera sur un fait : «La neutralité de l'administration ne veut en aucun cas vouloir dire se désengager de la surveillance

des élections, mais veiller à l'application de la loi.»

Le SG du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales a communiqué, à l'occasion de cette rencontre, les chiffres relatifs aux candidatures aux prochaines législa-

tives, en annonçant la réception par ses services de pas moins de 2 053 listes (y compris celles des candidats indépendants) au niveau national, parmi elles 900 provenant de 23 partis agréés avant la loi sur les partis et 893 listes déposées par 21 partis agréés suite à la nouvelle loi sur les partis politiques. L'intervenant fera savoir que le nombre de femmes candidates aux législatives est de 7 646 sur un total de 25 800 candidats.

M. Ouali dira que l'administration n'est pas l'unique organisateur des élections qui

compte «d'autres parties, à l'instar du corps des magistrats et des commissions politiques constituées de représentants des partis, dès lors, la neutralité des cadres et des agents de l'administration est la garantie de la transparence et du professionnalisme». Et d'ajouter : «La neutralité et l'intégrité de l'administration, doivent constituer une réponse à ceux qui doutent de l'intégrité de l'administration et l'accusent de fraude et fondent leur programme politique sur les critiques de l'administration.»

Amel Bentolba